

**Edito****Entrez dans la danse...**

La période précédant la fin d'année est pour beaucoup un sprint final avant d'être synonyme de fête ou de recueillement. Tenter de dépouiller son emploi du temps est un exercice qui peut se révéler périlleux, tout comme chercher à se soustraire à la « communion » de la consommation à laquelle nous ne sommes, et de loin, pas tous invités.

Pour notre part, nous terminons l'année riches de tout ce que nous avons partagé, en particulier durant les mois qui viennent de s'écouler où, à deux reprises, nous avons eu le plaisir d'accueillir des hôtes issus des Grands Lacs. Durant nos longs échanges, une réflexion m'a particulièrement marquée. Celle qui nous invitait à quitter la « logique de la guerre » pour entrer dans la « logique de la danse ». Vaste programme qu'il est difficile de résumer en quelques lignes. Celui-ci commence par une attention particulière au langage employé, afin de l'expurger au maximum de tout vocabulaire guerrier. Un exercice qui, à lui seul, modèle son état d'esprit pour l'amener à être plus à même d'accueillir la « bonne puissance », qui nous libère de l'asservissement des objets.

Ces expressions, hautes en couleurs, nous les devons à Laurien Ntezimana, théologien rwandais éveilléur de consciences s'il en est, dont le témoignage est consigné dans le livre « Dépasser la haine », construire la paix. De notre perspective, nous pourrions reformuler sa démarche par la visée d'une « vie bonne, avec et pour autrui, dans des institutions justes », selon la belle formule du philosophe Paul Ricœur.

A la COTMEC, du lieu où nous fondons notre espérance ancrée sur l'interpellation évangélique, cet idéal éthique ne cesse de nourrir nos engagements. Que ce soit dans un effort pour rendre lisibles les structures génératrices de pauvreté (voir p. 6); de s'opposer à une loi inique qui criminalise la mendicité (voir p. 2) ou en relayant les témoignages de veilleurs de paix, notre contribution, par petites touches, à la « vie bonne » semble déjà parsemer de rendez-vous l'agenda de la nouvelle année ! Nous nous réjouissons de cheminer en 2012 à vos côtés, et vous remercions pour votre fidélité qui contribue à la pérennité de notre travail. ●

Martyna Olivet

**Eclairage****Crèche vivante**

*J'ai le Noël triste cette année. Pourtant, la devise de mon nouvel évêque devrait me fortifier. « Vivre, c'est le Christ ! ». Précisément, voilà un programme qui, à première vue, n'enchant guère. Naître dans une étable, connaître l'exil quand on est enfant, manquer d'être tué par les habitants de son village, polémiquer avec des notables de mauvaise foi, partager le repas de gens peu fréquentables, être abandonné, trahi puis renié par ses meilleurs amis et finir exécuté avec deux bandits à ses côtés. Est-ce vraiment une vie qui vaut la peine d'être vécue ?*

*D'accord, Jésus a choisi lui-même ce destin peu enviable. Et il avait son idée en le faisant. D'autres devront suivre ce chemin sans l'avoir choisi, contraints par les événements. Ainsi, la télévision vient de m'offrir une drôle de crèche vivante. Les acteurs sont espagnols. Ils ne vivent pas sous Philippe II, mais sous Zapatero. Ils ne sont pas comédiens; ils jouent leur propre vie. Un homme et une femme dans la trentaine, cadres de classe moyenne, un enfant de trois ans dans les bras. Deux salaires pour nouer les deux bouts... Puis, patatras ! La fameuse crise, anonyme et sans visage, les jette sans travail hors de leur logis. Des parents retraités leur offrent de quoi dormir. Mais le gosse est de trop. L'allocation chômage ne suffit pas. Plus de lit ni de pain pour lui à l'hôtellerie familiale. On le confie à un foyer social, comme autrefois on déposait des cartons de bébé à la porte de l'Hospice Général.*

*Ce même jour, notre nouveau parlement « balayait », selon l'expression consacrée, une disposition visant à raboter les bonus indécentes des plus riches. Ceux qui se fournissent aux boutiques de la rue du Rhône pourront encore fêter le réveillon aux Champs-Élysées.*

*Alors, dites-moi chrétiens, qui sont-ils aujourd'hui ceux qui font du Christ leur vie ? Où se cachent-ils ? Pas forcément dans un couvent ou un château en Espagne. Las ! Il ne suffit pas de s'indigner. Il faut agir ! ●*

Guy Musy

Conférence de presse

# Abolir une loi qui punit les mendiants

Une loi votée par le Grand Conseil genevois, fin 2007, permet à la police d'infliger des amendes aux mendiants: entre 40 et 60 par jour, dit-on. Elle vise essentiellement 50 à 150 Roms de Roumanie qui se relaient dans nos rues. Un nombre qui ne diminue pas, malgré une mesure coûtant fort cher au contribuable. Et surtout qui viole les droits de l'homme, affirment les promoteurs d'une pétition demandant son abolition. Dont la COTMEC.

Quand nous sommes confrontés à un mendiant, des sentiments ambigus nous assaillent: la compassion, l'irritation, la colère... Et une peur: si c'était moi? Face au malaise éprouvé par la population, des politiciens – peut-être avec une arrière-pensée électoraliste, sait-on jamais? – ont voté une loi pénale interdisant purement et simplement la mendicité. En vigueur depuis 2008, elle a déjà permis d'infliger des milliers d'amendes, dont la plupart n'ont pas été payées. Certaines d'entre elles ont abouti à des peines privatives de liberté.

Le 8 décembre dernier (cf. C-Info 333), un collectif d'associations et partis politiques – de gauche – a lancé une pétition demandant au Grand Conseil d'abolir cette loi. Il espère recueillir une dizaine de milliers de signatures d'ici la fin mars, afin de se faire entendre par les députés.

## Tendre la main n'est pas un crime

On peut invoquer de nombreux arguments en faveur de cette abolition. La loi ne remplit pas son but, puisqu'elle ne décourage pas les mendiants de venir à Genève et sa suppression ne provoquerait pas un appel d'air, car le nombre de lieux où la mendicité est « rentable » est limité. Une rentabilité bien relative, cinq à dix francs par jour, estime l'avocate Dina Bazarbach, de l'association Mesemrom, ce



Photos: Eric Roset

qui n'intéresse pas les « réseaux mafieux ». « Ce sont des personnes qui viennent en famille ». Enfin, les millions consacrés à la répression (3 millions en 18 mois, selon le Conseil d'État, sans compter les frais de justice et de police) seraient mieux utilisés pour l'accompagnement de ces personnes chez nous et la réalisation de projets en Roumanie.

Il y a aussi – et surtout – des arguments éthiques. Dans l'histoire, rappelle le théologien protestant

Bernard Rordorf, bien des groupes humains ont été ou sont mis à l'écart, exclus: les esclaves, les lépreux, les intouchables en Inde ou les juifs – et les Roms – du temps des nazis... « N'est-ce pas ce qui se produit quand on criminalise le geste de tendre la main pour mendier »? demande-t-il. Alors que nos sociétés dites démocratiques prétendent respecter les droits de l'homme. ●

*Michel Bavarel*

## Les Églises et la mendicité

Dans un appel intitulé « Entrons dans l'Avent avec le souci des plus démunis », les responsables des Églises catholique chrétienne, catholique romaine et protestant, Mme Christine Hauri, Mgr Pierre Farine et Mme Charlotte Kuffer, écrivent notamment ceci:

En 2008, Genève a tenté de résoudre le problème de la mendicité en promulguant une loi infligeant des amendes convertibles en peines de prison. Ce dispositif légal (...) est choquant, car inhumain (...)

Officiellement les mendiants sont accusés de troubler l'ordre public. Ne viennent-ils pas en vérité troubler notre ordre moral, notre sens esthétique qui veut que la misère soit cachée?

Face à la paupérisation et à la fragilisation de notre société, les Églises chrétiennes de Genève affirment qu'une société ouverte a besoin d'un minimum de courage et de lucidité pour faire face à l'adversité. Isoler et mettre à l'écart les groupes sociaux fragilisés rend vains tous les élans de solidarité dont nous avons par ailleurs de plus en plus besoin! ●

## Climat mondial

# Conférence de Durban , symbole de schizophrénie

**Durban, Afrique du Sud: troisième nuit blanche pour les délégués de près de 200 pays du monde lors de la conférence internationale sur le climat. Dans l'ancre des négociations, la tension est à son comble et l'épuisement se lit sur les visages. Une invective mémorable éclate à propos de la nature – contraignante ou pas – d'un futur pacte mondial pour le climat que les pays sont en train d'imaginer. Sous les yeux d'une centaine de délégués, la commissaire européenne pour le climat et la ministre indienne de l'environnement parviennent à se mettre d'accord: les négociations climatiques sont enfin relancées et on voit s'éloigner le spectre de l'échec du sommet de Copenhague, en 2009, qui avait connu un clash tragique entre pays industrialisés et pays en développement.**

Mais le succès reste bien modeste: il réside surtout dans le fait qu'un texte a recueilli les signatures de l'ensemble des pays de la planète. Son contenu, lui, est en effet loin de répondre à l'urgence climatique qui cause aujourd'hui déjà des ravages parmi les populations les plus vulnérables. Davantage une profession de foi qu'un véritable plan de bataille, ce document prévoit d'établir d'ici à 2015 un pacte mondial de réduction des émissions devant entrer en vigueur en 2020. Il doit concerner pour la première fois tous les grands pays émetteurs, industrialisés ou non, et avoir une force légale sans être «juridiquement contraignant». Un indéniable progrès diplomatique, mais beaucoup de flou et aucune avancée concrète sur le partage des efforts à fournir. Tout un symbole.

### **Pour quelques degrés de plus**

Alors que la fenêtre d'opportunité pour éviter l'emballement incontrôlable des changements climatiques est en train de se refermer, les grands de ce monde finissent par se mettre d'accord... qu'il faudra bientôt se mettre d'accord! Or, le temps presse: le pic des émissions mondiales doit vraisemblablement être atteint durant ces cinq prochaines années. En 2010, sur le terrain, les émissions n'ont jamais autant augmenté (+5 % par rapport à 2009) et dépassent désormais les 33 milliards de tonnes de CO<sub>2</sub> annuels. Dans le même temps, les appels des scientifiques se font de plus en plus pressants: selon le climatologue James Hanson, qui a présenté ses derniers résultats en Afrique du Sud, l'objectif officiel de limiter le réchauffement global à +2 degrés par rapport à l'ère pré-industrielle constitue «la certitude d'un désastre à long terme». Un objectif qui s'éloigne pourtant de jour en jour: selon un récent rapport du Potsdam Institute, les engagements internationaux actuels ne parviendront pas à limiter

suffisamment les émissions de CO<sub>2</sub> et celles-ci pourraient se monter à 55 milliards de tonnes par an en 2020. Un tel niveau d'émission mène l'humanité sur le chemin d'une élévation de la température globale de 3,5 degrés, dont les conséquences sur la forêt amazonienne, les glaces du Groenland et les récifs coralliens pourraient devenir irréversibles. Pire, les hydrates de méthanes piégés dans l'océan ainsi que dans le permafrost pourraient être dégazés, participant à leur tour à l'emballement de la machine climatique.

### **Aveuglement éclairé**

Acculée à un complet changement de paradigme, l'humanité s'offre le luxe de la schizophrénie: ne pas croire ce que l'on sait. De toute évidence, troquer le modèle d'une croissance basée sur les énergies fossiles par celui d'une croissance verte ne suffira pas. L'amélioration de l'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables ne permettront pas de faire l'économie de la sobriété. L'effort à fournir pour maintenir les activités humaines dans les limites de durabilité imposées par la planète est trop important. Selon les climatologues de l'ONU, en moins de deux générations, les pays industrialisés devront réduire leurs émissions de 80 % à 95 % ! Une révolution qui remet en question le dogme de la croissance et souligne l'absurdité de la mondialisation économique: devenue usine du monde et premier pollueur de la planète, la Chine a connu un triplement de ses émissions depuis son adhésion à l'OMC il y a tout juste 10 ans. Les pays occidentaux ont donc exporté leurs émissions vers l'«empire du Milieu». Un jeu loin d'être à somme nulle puisqu'il engendre une explosion du transport aérien et maritime, dont les émissions de CO<sub>2</sub> n'ont qu'un avantage: celui d'échapper à toute régulation !

### **Pesée inégale**

Aujourd'hui, si chaque Chinois émet autant de gaz à effet de serre qu'un Français (près de 7 tonnes par habitant et par an), un Malien ne «pèse» que 50 kg de CO<sub>2</sub> par an, plus de 100 fois moins ! Ironie du sort, les pays les moins responsables, seront les premiers touchés par les effets des changements climatiques. Dans leur droit légitime au «développement», ils seraient néanmoins bien inspirés de ne pas se tromper de modèle. Sous le prisme climatique et énergétique, l'Occident et la Chine représente les deux faces d'un même échec qui précipite l'humanité au bord du gouffre. L'avenir de la planète ne se joue pas qu'à New York ou à Pékin. Il se joue aussi à Bamako. ●

*Jérôme Strobel*

## Région franco-valdo-genevoise

# Penser globalement, agir localement : des paroles aux actes

Face aux constats alarmants du Groupe intergouvernemental sur l'évolution climatique (GIEC) sur les changements climatiques à venir et l'urgence de la situation, deux approches complémentaires coexistent : une réponse globale par une gouvernance internationale, à l'instar du récent rassemblement de Durban pour débattre de l'avenir du protocole de Kyoto, et des initiatives locales porteuses de transformations concrètes, qui traduisent l'approche du « pense avec le monde et agis selon ton lieu ».

Le sommet de Durban a, une fois de plus, révélé les grandes difficultés rencontrées par la prise de résolutions communes à l'échelle mondiale. Les différents Etats sont opposés par des intérêts divergents, des systèmes de valeurs et des représentations du monde distinctes auxquels viennent s'ajouter des niveaux de vie souvent incomparables et des relations de pouvoir dissymétriques. Bien qu'à une échelle plus modeste, les mêmes types de conflits se retrouvent au niveau local : entre les habitants d'une même région,

des visions parfois diamétralement opposées s'affrontent et des intérêts antagonistes se manifestent.

### L'agglomération franco-valdo-genevoise

Ces divergences se cristallisent aujourd'hui autour du projet d'agglomération regroupant le Genevois français<sup>1</sup>, le canton de Genève, et le district de Nyon. Le projet officiel, qui sera déposé à Berne en juin 2012 par les autorités politiques de la région transfrontalière, vise à « organiser un développement plus durable, plus respectueux des réalités économiques, sociales et environnementales ». Cependant, pour ses détracteurs, dont nombre d'associations et de partis de gauche, il se contente d'organiser la fuite en avant d'une croissance économique linéaire, sans chercher ni à la maîtriser ni à l'orienter. Ces derniers dénoncent le fait que « l'extraordinaire » croissance économique de la région ne réponde pas aux besoins de la population : ils déplorent notamment la spéculation foncière ainsi que la gentrification<sup>2</sup> qui approfondissent la crise du logement engendrant un accroissement du nombre de pendulaires et un mitage territorial. A déplorer aussi : le manque de prise en compte du contexte climatique et le faible de soutien exprimé à l'égard de l'agriculture de proximité, qui réduit pourtant considérablement les émissions de CO<sub>2</sub> engendrées par le transport des denrées alimentaires.

Afin de discuter le projet officiel et faire entendre la voix de la société civile, une coalition d'associations, tant françaises que suisses, s'est créée et a organisé, le 3 décembre dernier, un forum transfrontalier pour marquer un temps fort dans un processus citoyen participatif. Intitulé « Chère aggro, où allons-nous ? », ce forum a réuni environ 130 personnes durant toute une après-midi où se sont succédés des présentations, des ateliers et des débats. Différents aspects ont été discutés (logement, emploi, mobilité, fiscalité, énergie, etc...) et des pistes d'action ont été dégagées. Les participants ont attiré l'attention sur les intimes interrelations entre ces domaines, d'où la nécessité d'adopter une vision holistique et concertée.

### Influencer le climat à notre échelle

Concernant le climat, le forum a relevé l'urgence pour la région de se préparer aux changements climatiques à venir, à l'inévitable pénurie de pétrole et à la transition énergétique. La région genevoise, une des plus riche

suite page 5 en bas >

## Pistes pour une agglomération verte

Les coordination des différentes associations élaboreront une véritable « feuille de route » pour présenter les différentes pistes concernant le climat qui furent discutées lors du forum :

- Une accélération radicale de l'assainissement des bâtiments existants, à qui l'on impute près de 38 % des émissions de gaz à effet de serre ;
- Une réduction de la consommation d'énergie dans les transports, secteur qui représente 20 % des émissions de gaz à effet de serre ;
- Une accélération du développement des transports publics à l'échelle régionale ;
- L'instauration d'un moratoire routier pour réduire les quantités excessives d'ozone et de particules fines, ainsi que les nuisances sonore ;
- Des Plans de mobilité obligatoires pour toute entreprise de plus de 50 employés ;
- La mise en place de zones environnementales (zones urbaines interdites à la circulation de nombreux véhicules) dans les principales villes de l'agglomération ;
- La limitation de la croissance de l'aéroport, responsable de 28 % des émissions de gaz à effet de serre de l'agglomération. ●

HB

1 Genevois français est le terme usuel désignant la partie du département de Haute Savoie (74) et de l'Ain (01) entourant le canton de Genève

2 Processus par lequel le profil social et économique des habitants d'un quartier se transforme au profit exclusif d'une couche sociale supérieure

## Réflexion

# Retour aux structures de péché

Dans les années 1960-70, dans le sillage du Concile Vatican II, l'Église catholique latino-américaine a offert au monde une des contributions les plus importantes et originales de la pensée sociale du 20<sup>e</sup> siècle: l'idée des structures de péché. « Elle dit la situation sociale créée par une institution dont la finalité formelle ou effective est mauvaise, c'est-à-dire le champ d'action vicieux... » C'est le fait d'une « communauté des personnes réunies dans et par l'interaction », d'après Matthias Nebel (voir ci-dessous). Le concept féconda le débat onusien de l'époque sur le développement, grâce en particulier à Johan Galtung et sa laïcisation du concept en violence structurelle.

Malheureusement, le débat perdit sa vigueur dans les années '80 lorsque l'Église s'en distança, arguant que le péché ne peut être que le fait d'individus. À la même époque dans le monde profane Mme Thatcher lançait sa fameuse phrase: « La société n'existe pas ». Cette question, qui est toujours d'actualité, remonte au moins jusqu'au Nouveau Testament: selon Luc 17. 21 « Le royaume de Dieu est au milieu de vous », mais certains traduisent « ...en vous ».

Ainsi, les débats sur les problèmes sociaux et environnementaux

d'aujourd'hui se terminent trop souvent par la question: « Et moi, qu'est-ce que je peux faire? » qui incite à chercher des réponses du genre: « Vous devriez vous acheter une voiture moins polluante ». Alors que l'effet serait plus important si l'on améliorerait les transports publics, et encore meilleur si l'on repensait l'aménagement du territoire ou l'organisation du travail pour diminuer les déplacements. Ce sont les structures qui sont fautives.

**« Je vous le dis: souciez-vous en quittant ce monde, non d'avoir été bons, cela ne suffit pas, mais de quitter un monde bon ! »**

La citation est de Bertolt Brecht, et cela dévoile en partie le désamour pour le concept: si les autorités politiques et ecclésiales peinent à admettre l'idée de structures de péché, c'est qu'elle est issue de la théologie de la libération, et l'on reproche à celle-ci son terreau que l'on dit marxiste. Il est bon de se rappeler à ce propos la phrase de l'archevêque brésilien Dom Helder Câmara: « Je nourris un pauvre et l'on me dit que je suis un saint. Je demande pourquoi le pauvre n'a pas de quoi se nourrir et l'on me traite de communiste ».

Matthias Nebel a fait du péché structurel l'objet de sa thèse à

l'Université de Fribourg, publiée en 2006. Tout au début, l'auteur remercie ses inspirateurs. On y retrouve Hannah Arendt en premier, suivie d'une liste qui comprend des protestants (Ricœur, Barth). Johan Galtung manque cependant, et jusque dans la bibliographie. Sauf erreur, aucun latino-américain ne figure dans cette liste.

Si l'on cherche une recette pour la tarte aux fraises et que l'on tombe sur un traité sur la botanique de la fraise, on ne peut pas lui reprocher de ne pas fournir la recette. Les acteurs du social seront toutefois frustrés par cet ouvrage, bien qu'il porte le sous-titre « Essai de systématique ». Il se situe bien à l'intérieur d'un champ de réflexion technique de la théologie catholique. Il n'esquisse qu'à peine l'histoire passionnante et passionnée de l'idée dans la réflexion sociale, tout comme il n'explore pas ce que le concept peut contribuer à l'action dans le monde.

L'ensemble d'interactions qui tissent la société ne peuvent se réduire aux individus, car il s'agit précisément de ce qui se passe entre eux, pas en eux. Le problème qu'ont les autorités de l'Église avec le péché structurel ne se situe peut-être pas au niveau du contenu du concept, mais dans le mot « péché » de son titre.

« Péché structurel » est un mot-déclat, comme « développement durable » et d'autres. Le rôle de tels mots n'est pas de décrire et encore moins d'analyser: c'est d'appeler à l'action celles et ceux qui l'entendent. À son époque, le péché structurel mobilisait les fidèles; maintenant plus. Il vaudrait peut-être mieux revenir au mot de Galtung: la violence structurelle.

Quel que soit le nom qu'on lui donne, il est temps de ranimer ce concept fécond qui peut tant apporter à la réflexion et à l'action sociale. ●

*Edouard Dommen*

**Matthias Nebel, La catégorie morale de péché structurel, Essai de systématique, Paris, éditions du Cerf, 2006.**

---

> suite de la page 4

de la planète, doit montrer la voie, en adoptant des mesures adéquates (voir encadré à la page 4), qui ne portent pas préjudice aux habitants les plus démunis de l'agglomération. Un pas dans la bonne direction: les autorités ont admis le principe de la société à 2000 Watts... lequel n'est malheureusement pas encore appliqué ni même planifié.

Face aux échecs successifs des négociations mondiales visant à freiner les changements climatiques, il est plus que jamais urgent de mettre en œuvre des solutions locales, même si celles-ci doivent modifier notre

style de vie. Nos sociétés fortement émettrices de gaz à effet de serre ont le devoir d'agir et l'opportunité de le faire à travers des processus concertés impliquant les citoyens. Ainsi s'éteindront les chances que se dessine malgré tout un horizon lumineux pour nos enfants. ●

*Hélène Bourban*

**Invitation**

**Pauvreté:  
du constat aux  
alternatives**

Le 11 février 2012 se tiendra la traditionnelle journée théologique de la COTMEC. Cette année, elle portera sur la pauvreté (au Nord comme au Sud), thème de notre prochaine publication sur laquelle une partie de notre commission planche déjà depuis le début de l'année.

Une pauvreté aux multiples manifestations que nous ambitionnons de déconstruire pour mieux la cerner: dans ses causes, dans ses indicateurs et dans ses conséquences les plus avérées.

A travers notre démarche, nous souhaitons aussi nous pencher sur les pistes d'action et les alternatives

à des mécanismes générateurs d'inégalités qui ne sont pas des états de fait à tout jamais figés. S'il est des saisons de s'indigner, il n'en demeure pas moins essentiel de s'engager.

Mais comment? Aux côtés de qui? Dans quelles institutions et avec quels acteurs? Telle est la réflexion à laquelle nous vous invitons à participer au sein d'ateliers qui succéderont aux interventions de Gilbert Rist (IHEID), d'Alban Bordeaux (ATD-quart-monde) et de Dominique Froidevaux (Caritas Genève). ●

**La journée se déroulera à la paroisse de Chêne-Bourg et commencera à 10h pour se clôturer aux alentours de 16h30. Un buffet canadien sera partagé, avec boissons offertes. Inscription au 022 708 00 78 ou info@cotmec.ch**

*Martyna Olivet*

**Agenda**

**CERCLE DE SILENCE...**

...d'écoute et cercles artisans de paix: journée de réflexion œcuménique le 28 janvier à Genève de 9h à 15h à l'Eglise du Sacré-cœur. Inscription au repas obligatoire (15 CHF) par mail (ines@cotmec.ch) ou par tél. 022 708 00 78. En présence de Michel Monod et de Daphrose Ntarataze.

**CAMPAGNE DE CARÊME**

Lancement de la Campagne œcuménique de Carême sur le thème du genre et du droit à l'alimentation le jeudi 2 février dès 18h à l'Eglise de St-Germain, rue des Granges, à Genève.

**UN AUTEUR UN LIVRE**

Présentation du livre «Dépasser la haine. Construire la paix» à midi à l'aumônerie universitaire de Genève le mardi 7 février 2012.

**JOURNÉE MONDIALE DE L'EAU**

Débats, tables rondes et exposition à l'Université de Genève (Uni Dufour) les 20 et 21 mars 2012 à l'occasion de la journée mondiale de l'eau et de la tenue du sixième forum mondial de l'eau qui se tiendra à Marseille du 12 au 17 mars. En présence, notamment, de Susan Georges (fondatrice d'Attac France), de Dom Thomas Balduino et de Carlo Sommaruga.

**Documentaire**

**« Au nom du Père,  
du ciel, de tous »**

« Au nom du père, du ciel, de tous » de la Française Marie-Violaine Brincard est un très beau documentaire qui nous amène à un rythme lent, presque méditatif, à la rencontre de cinq veilleurs de paix qui ont protégé des Tutsis durant le génocide qui a ravagé le Rwanda d'avril à juin 1994. Ce projet cinématographique a pour origine le lien très fort qui unit la jeune réalisatrice à une rescapée du génocide, devenue un peu sa fille adoptive. C'est pour lui prouver que l'Humanité n'avait pas totalement disparue au plus fort de l'horreur que la réalisatrice s'est décidée d'aller à la rencontre de ces « bienfaisants ». Pour ce faire, elle a choisit une forme de témoignage minimaliste, avec des plans fixes, sans effets sonores ni autres décors que le quotidien et la nature environnante de ces Justes qui n'ont pas cédé à l'injonction de tuer. A force de confiance et de patience, Marie-Violaine Brincard a pu tourner son objectif sur Joseph, Joséphine, Léonard, Augustin et Marguerite, des Hutus de condition très modeste, qui racontent comment, au péril de leur vie, ils ont aidé ceux qui « étaient

des Tutsis, pas encore des rescapés ». Leur résistance ne leur a apporté aucun avantage, tout juste un début de reconnaissance symbolique, parfois encore teinté de méfiance. Mais leur simple existence, leurs actes de dissidence sont infiniment précieux et incarnent pleinement l'interrogation d'Augustin: « qui a dit que Dieu n'était pas un homme? ». ●

*Martyna Olivet*

**« Au nom du Père, du ciel, de tous », de Marie-Violaine Brincard, 50', 2009. Production: les films du Sud, disponible à la COTMEC en prêt.**

**JAB  
1200 Genève 2**

Cotmec – Commission Tiers Monde de l'Eglise Catholique  
16, bd du Pont-d'Arve, 1205 Genève  
tél. 022 708 00 78  
info@cotmec.ch, www.cotmec.ch  
CCP: 12-21551-1  
Rédactrice responsable: Martyna Olivet  
Imprimerie: Fornara, Genève  
Maquette: Pascale Castella  
Mise en page: Simone Kaspar de Pont